

ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES (C.O.S)

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Avenue du Parc
2 le Campus
95032 CERGY PONTOISE CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

COMITE DES ŒUVRES SOCIALES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **L'ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- nos contrôles ont notamment porté sur la régularité de la comptabilisation en produits des subventions ainsi que des contributions des agents ;
- plus généralement, les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'association et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité. Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cergy, le 9 mai 2025

Le commissaire aux comptes
EXPONENS



Stéphane CUZIN
Associé

BILAN ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Montant brut	Amortissements & dépréciations	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISE				
Titres-immeubles temps partagé	37 267,25 €	37 267,25 €	- €	- €
Titres de participation	15,00 €	- €	15,00 €	15,00 €
Aides remboursables	17 015,20 €	- €	17 015,20 €	18 722,63 €
Prêts aux agents	155 715,00 €	- €	155 715,00 €	170 490,67 €
Dépôts&cautionnements versés	53 427,51 €	- €	53 427,51 €	53 427,51 €
Total immobilisations financières	263 439,96 €	37 267,25 €	226 172,71 €	242 655,81 €
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	263 439,96 €	37 267,25 €	226 172,71 €	242 655,81 €
ACTIF CIRCULANT				
Fournisseurs - avances	70 177,28 €	- €	70 177,28 €	101 101,50 €
Bénéficiaires du COS	116 498,36 €	- €	116 498,36 €	101 005,84 €
Créance/ Conseil Départemental 95	- €	- €	- €	- €
Créance/CAF	64 493,26 €	- €	64 493,26 €	64 493,24 €
Créance/GIP MDPH	16 378,01 €	- €	16 378,01 €	- €
Créance/SDEVO	1 751,05 €	- €	1 751,05 €	1 713,18 €
				- €
Titres de placement	659 888,11 €	- €	659 888,11 €	659 147,45 €
Livrets Association	128 831,29 €	- €	128 831,29 €	115 294,89 €
Banques et caisse	34 786,05 €	- €	34 786,05 €	37 622,97 €
Charges constatées d'avance	340 166,96 €	- €	340 166,96 €	293 543,44 €
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 432 970,37 €	- €	1 432 970,37 €	1 373 922,51 €
TOTAL GENERAL	1 696 410,33 €	37 267,25 €	1 659 143,08 €	1 616 578,32 €

BILAN PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES		
Réserves au 01/01/1990	900 540,21 €	900 540,21 €
Apport sans droit de reprise	43 198,62 €	43 198,62 €
Report à nouveau	2 595,31 €	138 922,36 €
Excédent ou déficit de l'exercice	-61 953,02 €	-136 327,05 €
TOTAL FONDS PROPRES	884 381,12 €	946 334,14 €
FONDS DEDIES	- €	- €
DETTES		
Dépôts reçus pour FDR crèche	52 000,00 €	52 000,00 €
Fournisseurs & comptes rattachés	62 596,56 €	10 021,42 €
Bénéficiaires du COS	21 153,04 €	19 747,22 €
Etat, IS	2 834,00 €	1 799,00 €
SDIS	14 883,06 €	10 883,06 €
Conseil Départemental 95	49 610,20 €	49 610,18 €
Créditeurs divers	48,50 €	- €
Produits constatés d'avance	571 636,60 €	526 183,30 €
TOTAL DETTES	774 761,96 €	670 244,18 €
TOTAL GENERAL	1 659 143,08 €	1 616 578,32 €

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS		
Subventions	2 076 609,42 €	2 070 346,82 €
Participations des agents	930 330,87 €	948 341,21 €
Produits divers	412,00 €	2 602,00 €
Reprise de provisions&Transferts de charges	- €	- €
Utilisation de fonds dédiés	- €	69 133,80 €
Total des produits	3 007 352,29 €	3 090 423,83 €
CHARGES		
Achat petit matériel	- €	- €
Services extérieurs	8 656,77 €	8 422,50 €
et Autres Services extérieurs	57 230,83 €	66 530,50 €
Impôts et taxes	- €	- €
Charges de personnel	361 304,41 €	414 486,54 €
Autres charges de gestion	2 663 025,10 €	2 756 924,41 €
Dotations aux amortissements	- €	- €
Dotations aux provisions pour dépréciations	- €	- €
Report en fonds dédiés	- €	- €
Total des charges	3 090 217,11 €	3 246 363,95 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	-82 864,82 €	-155 940,12 €
Produits financiers	24 937,87 €	18 449,32 €
Charges financières	-7,07 €	-3,79 €
RESULTAT FINANCIER	24 930,80 €	18 445,53 €
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-57 934,02 €	- 137 494,59 €
Produits exceptionnels		
sur opérations de gestion	188,00 €	2,00 €
sur opération en capital	- €	2 964,96 €
Reprise de provisions s/immob financières	- €	7 263,94 €
Charges exceptionnelles		
sur opérations de gestion	-1 374,00 €	-0,42 €
sur opération en capital	0,00 €	-7 263,94 €
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 186,00 €	2 966,54 €
Impôt sur les sociétés	-2 833,00 €	-1 799,00 €
DEFICIT	-61 953,02 €	- 136 327,05 €
	Exercice 2024	Exercice 2023
Contributions volontaires en nature		
<i>Prestations en nature</i>	54 971,82 €	52 511,78 €
Total des contributions	54 971,82 €	52 511,78 €
Charges des contributions volontaires en nature		
<i>Mise à disposition gratuite de biens</i>		
Mobilier & fournitures de bureau	305,82 €	415,34 €
Bureaux bâtiment E	35 039,12 €	32 679,08 €
<i>Mise à disposition gratuite de services</i>		
Frais de fonctionnement des bureaux	3 525,12 €	3 525,12 €
Travaux d'imprimerie	4 802,92 €	4 184,92 €
Affranchissements	9 598,84 €	10 007,32 €
Frais téléphoniques&accès internet (estimation)	1 700,00 €	1 700,00 €
Total des charges des contributions	54 971,82 €	52 511,78 €

ANNEXE - exercice clos le 31/12/2024

Application des conventions comptables

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été établis conformément au règlement comptable de l'Autorité des normes comptables (ANC) 2014-03 avec application du règlement ANC 2018-06 concernant l'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Description de l'objet social de l'association

Le Comité des œuvres sociales du personnel du département du Val d'Oise est une association qui s'est donnée pour mission de proposer des prestations dans le domaine des actions sociales et des loisirs au plus près des besoins des agents.

Description des moyens employés par l'association dans son exercice

Une convention d'objectifs et de moyens 2023/2026 a été votée en Assemblée Générale le 14 avril 2022.

Les signataires de la convention que sont le Conseil Département du 95, le SDIS du 95, le GIP/MDPH, le SMBO et le SDEVO participent au financement des actions sociales et loisirs et du fonctionnement permettant à l'association de mettre en œuvre des actions loisirs, vie familiale, solidarité et crèche inter-entreprises.

Sous réserve des dispositions propres à chaque prestation, le bénéfice de l'action sociale implique une participation du bénéficiaire à la dépense engagée. Cette participation tient compte sauf exception du revenu et le cas échéant de la situation familiale.

Convention portant sur la mise à disposition de locaux, matériel et fournitures de prestations

Le Conseil Départemental du Val d'Oise met gratuitement à la disposition du C.O.S. pour ses activités administratives :

- des locaux à usage de bureaux, soit 138,50 m²
- l'entretien, l'assurance des bâtiments et la fourniture d'électricité et de chauffage
- la fourniture de prestations de services
- l'équipement en mobilier, matériel et fournitures de bureau.

Convention relative à la gestion de l'espace sport-santé

Le Conseil Départemental du Val d'Oise a mis en place un espace sport-santé au profit des agents du département, par convention du 28 juin 2024, le COS assure une partie de la gestion de cette prestation

Afin de couvrir ses frais de fonctionnement pour le personnel dédié au projet, le COS bénéficie d'une quote part des produits de la prestation fixée à 15%

Le résultat de chaque exercice sera affecté à un compte de report à nouveau dédié à cette convention, en cas de report à nouveau débiteur une subvention exceptionnelle d'équilibre sera versée l'année N+1.

La convention entre en vigueur le 11 juillet 2024 pour 1 an renouvelable tacitement 2 fois.

Rémunération des dirigeants

Les dirigeants de l'Association ne sont pas rémunérés pour leurs fonctions d'administration.

BILAN ACTIFInformation sur l'actif immobilisé.

Tableau de l'actif immobilisé	Au 01/01/2024	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2024
Titres-immeubles temps partagé	37 267,25 €	- €	- €	37 267,25 €
Part sociale A du Crédit Mutuel	15,00 €	- €	- €	15,00 €
Titres & Participations	37 282,25 €	- €	- €	37 282,25 €
Aides remboursables	18 722,63 €	12 253,48 €	13 960,91 €	17 015,20 €
Aides remboursables	18 722,63 €	12 253,48 €	13 960,91 €	17 015,20 €
Prêt santé	10 003,17 €	8 493,12 €	8 057,05 €	10 439,24 €
Prêts Immobiliers	3 406,93 €	- €	1 490,50 €	1 916,43 €
Prêts amélioration habitat	1 163,42 €	- €	1 163,42 €	- €
Prêts amélioration de l'habitat	128 396,61 €	47 526,83 €	59 255,39 €	116 668,05 €
Prêts entrée au logement	291,52 €	2 350,00 €	682,40 €	1 959,12 €
Prêts véhicule achat et/ou réparation	25 676,32 €	13 300,00 €	14 492,46 €	24 483,86 €
Prêts permis de conduire	1 552,70 €	- €	1 304,40 €	248,30 €
Prêts	170 490,67 €	71 669,95 €	86 445,62 €	155 715,00 €
Dépôts & cautions versés	53 427,51 €	- €	- €	53 427,51 €
Total de l'actif immobilisé	279 923,06 €	83 923,43 €	100 406,53 €	263 439,96 €

Tableau des dépréciations des actifs	Au 01/01/2024	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2024
Titres-immeubles temps partagé	37 267,25 €	- €	- €	37 267,25 €
<i>Dépréciation représentant 100% de la valeur des titres</i>				
Total des dépréciations	37 267,25 €	- €	- €	37 267,25 €

Détail des titres-immeubles temps partagé	FDR de trésorerie	FDR actionnaires défaillants	VALEUR D'ACQUISITION	Provision pour dépréciation
13/10/1998 - TIGNES - 20 parts sociales	35,49 €		2 520,95 €	2 520,95 €
27/07/1989 - BELLE PLAGNE - 131 parts sociales	620,85 €	634,17 €	25 779,13 €	25 779,13 €
09/05/1989- PRAZ DE LYS - 298 parts sociales	137,00 €		8 967,20 €	8 967,20 €
écarts conversion 2001			-0,03 €	-0,03 €
Total des Titres	793,34 €	634,17 €	37 267,25 €	37 267,25 €

COMPTE DE RESULTAT

RESULTAT PAR CONVENTION		2024	2023
Convention d'objectifs et de moyens	Déficit	-65 244,18 €	-136 327,05 €
Convention de gestion Espace Sport-Santé	Excédent	3 291,16 €	- €
RESULTAT COMPTABLE GLOBAL		-61 953,02 €	-136 327,05 €

Compte de résultat analytique

" Gestion de la Crèche interentreprises de Cergy Saint-Christophe"

COMPTE DE RESULTAT ANALYTIQUE	2024	2023
PRODUITS		
Subvention du Conseil Départemental	131 429,10 €	125 098,80 €
Reversement quote-part subvention CAF Exercice N	-49 610,18 €	-49 610,18 €
Total Conseil Départemental	81 818,92 €	75 488,62 €
Subvention du SDIS	39 428,73 €	37 529,64 €
Reversement quote-part subvention CAF Exercice N	-14 883,06 €	-14 883,06 €
Total SDIS	24 545,67 €	22 646,58 €
Subvention CAF -13 berceaux	64 493,24 €	64 493,24 €
Total CAF	64 493,24 €	64 493,24 €
Total des produits d'exploitation	170 857,83 €	162 628,44 €
CHARGES		
Facturation EVANCIA-BABILOU		
10 berceaux CD 95	131 429,10 €	125 098,80 €
3 berceaux SDIS	39 428,73 €	37 529,64 €
Total des charges d'exploitation	170 857,83 €	162 628,44 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	0,00 €	0,00 €

Compte de résultat analytique

Salle de Sport-Sante "LE KLUB"

COMPTE DE RESULTAT ANALYTIQUE		du 11/07/2024 au 31/12/2024
PRODUITS		
Participation des bénéficiaires		9 088,00 €
Total des produits d'exploitation		9 088,00 €
CHARGES		
Prestations extérieures		4 275,00 €
Frais bancaires		158,64 €
Frais de fonctionnement		1 363,20 €
Total des charges d'exploitation		5 796,84 €
Résultat excédentaire		3 291,16 €